



## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>54663</b>	De <b>M. Christian Franqueville</b> ( Socialiste, républicain et citoyen - Vosges )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Économie, redressement productif et numérique		<b>Ministère attributaire</b> > Finances et comptes publics
<b>Rubrique</b> > moyens de paiement	<b>Tête d'analyse</b> > euro	<b>Analyse</b> > taux de change. conséquences.
Question publiée au JO le : <b>29/04/2014</b> Date de changement d'attribution : <b>27/08/2014</b> Date de signalement : <b>30/09/2014</b> Question retirée le : <b>04/08/2015</b> (retrait à l'initiative de l'auteur)		

### Texte de la question

M. Christian Franqueville interroge M. le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique sur les actions concrètes qu'entend mener le Gouvernement pour réorienter la politique monétaire européenne, et plus particulièrement pour lutter contre les impacts économiques d'un euro surévalué. Entre 2012 et 2013, l'euro s'est en effet apprécié de plus de 10 % face au dollar et de plus de 40 % face au yen. Cette hausse pénalise la compétitivité de notre industrie et constitue un frein aux exportations de nos entreprises sur le marché international. Selon une étude de la direction du Trésor, une dépréciation de 10 % permettrait d'accroître notre taux de croissance de 1,2 %, un chiffre qui permettrait de créer 150 000 emplois, d'améliorer la balance commerciale et réduire notre déficit public de 12 milliards d'euros. Si le plan de 50 milliards d'économies est un pas décisif vers le redressement de nos comptes publics, il serait regrettable que la portée de ces efforts considérables soit affaiblie par un euro surévalué. Compte tenu des répercussions considérables de l'euro fort sur notre tissu industriel et notre compétitivité économique, il souhaiterait savoir si le Gouvernement entend mener une politique plus volontariste auprès de nos partenaires de la zone euro afin de ramener la monnaie unique à des niveaux plus conformes à l'économie non seulement de la France, mais aussi de nos voisins européens.